

Un appel « le Nouvel Observateur »-« Respect Mag » « Non au débat-procès de l'islam »

Après la pétition lancée par 10 personnalités musulmanes et relayée sur Oumma.com, l'indignation n'a cessé de monter contre le débat « de trop » voulu par l'UMP et le président de la République. Religieux, simples croyants, agnostiques ou athées se mobilisent au nom de leur citoyenneté pour dénoncer ce qu'ils considèrent comme une instrumentalisation de la laïcité.

Nous, citoyens français de foi, de culture ou d'héritage islamiques, immédiatement rejoints par des citoyens de toutes confessions ou sans confession, appelons le président de la République et le gouvernement à renoncer au débat sur la laïcité et la place de l'islam en France, que l'UMP veut lancer le 5 avril. Dans un climat de forte poussée de l'extrême-droite, après le fiasco du débat sur l'identité nationale, qui a libéré la parole raciste, nous estimons ce nouveau débat biaisé, stigmatisant et susceptible de mettre en péril une cohésion sociale déjà largement mise à mal par la politique actuelle. Alors qu'un formidable mouvement d'élan pour la démocratie a lieu dans les pays musulmans, nous dénonçons ces procès récurrents de l'islam et de tous ses représentants – ou désignés comme tels –, ainsi que cette instrumentalisation grossière du principe de laïcité. Religieux, croyants ou non-croyants d'héritage islamique, mais citoyens avant tout, nous tenons à réaffirmer haut et fort nos convictions républicaines et laïques. Nous faisons aujourd'hui entendre notre voix unie parce que nous refusons d'être des boucs émissaires, victimes de stratégies électoralistes pernicieuses. Nous sommes et exigeons d'être considérés comme des citoyens à part entière et non comme des « individus entièrement à part ». Aussi, nous invitons tous les citoyens français à nous rejoindre, pour refuser cette France des « eux » et des « nous » et créer ensemble un avenir commun. »

Bouchera Azzouz, militante féministe

Marc Cheb Sun, directeur de la rédaction « Respect Mag »

Anne Esambert, haut fonctionnaire

Bariza Khiari, sénatrice de Paris (PS)

Ousmane Ndiaye, journaliste à « Respect Mag »

Ils soutiennent l'appel

Abd Al Malik, rappeur et écrivain

Raymond Aubrac, ancien résistant

Martine Aubry, première secrétaire du Parti socialiste

Jean Baubérot, historien et sociologue

Esther Benbassa, universitaire

Ghaleb Bencheikh, Conférence mondiale des Religions pour la Paix

Yamina Benguigui, réalisatrice

Tahar Ben Jelloun, écrivain

Pierre Bergé, entrepreneur et mécène

Abdenour Bidar, philosophe

Didier Billion, « Revue internationale et stratégique »

Jane Birkin, comédienne et chanteuse

Pascal Blanchard, historien

Pascal Boniface, directeur de l'Iris

Hamou Bouakkaz, adjoint au maire de Paris

Marouane Bouloudhine, président de Mosaic

Alima Boumediene Thiery, sénatrice (Europe Ecologie-les Verts)

José Bové, député européen (Europe Ecologie-les Verts)

Saïd Branine, directeur d'Oumma.com

Cabu, dessinateur

CCIF : Collectif contre l'Islamophobie en France

Monique Cerisier-Ben Guiga, sénatrice Français de l'étranger (PS)

Vincent Cespedes, philosophe et écrivain

Malek Chebel, anthropologue et philosophe

Madani Cheurfa, secrétaire général du Cevipof

Catherine Clément, philosophe et écrivaine

Daniel Cohn-Bendit, député européen (Europe Ecologie-les Verts)

Mohamed Colin, directeur de la rédaction de « Saphirnews »

Christian Delorme, prêtre du diocèse de Lyon

Rokhaya Diallo, auteure

Fayçal Douhane, président du club Poletique

François Durpaire, historien

Laurent Fabius, député (PS), ancien Premier ministre

Eric Fassin, sociologue (ENS)

Bétoule Fekkar-Lambiotte, fonctionnaire internationale

Olivier Ferrand, président de Terra Nova

Dan Franck, écrivain

Azzedine Gaci, président du CRCM Rhône-Alpes

Vincent Geisser, sociologue

Nasser Haidari, adjoint au maire de Marseille

Mohammed Harbi, historien

Mahmoud Hussein (Bahgat Einadi et Adel Rifaat, écrivains)

Régis Jauffret, écrivain

Larbi Kechat, recteur de la mosquée Adda'wa

Saad Khiari, cinéaste-auteur

Patrick Klugman, avocat, ancien président de l'UEJF

Jean Lacouture, écrivain et journaliste

Patrick Lozès, président du Cran

Laurence Méhaignerie, présidente de Citizen Capital

Fadila Mehal, présidente des Marianne de la diversité

Jean-Pierre Mignard, avocat

Karim Miské, réalisateur

Gérard Mordillat, romancier et cinéaste

Edgar Morin, sociologue et philosophe

Pap Ndiaye, historien

Tareq Oubrou, grand imam de Bordeaux

Olivier Py, metteur en scène et dramaturge

Jean-Michel Quillardet, ancien grand maître du Grand Orient de France

Tariq Ramadan, universitaire

Véronique Rieffel, directrice de l'Institut des Cultures d'Islam

Olivier Roy, islamologue

Hafid Sekhri, membre du CRCM Rhône-Alpes

Dominique Sopo, président de SOS Racisme

Benjamin Stora, historien

Fodé Sylla, président de la Fédération internationale SOS Racisme

Christiane Taubira, députée de Guyane (PRG)

Jean-Claude Tchicaya, porte-parole de Devoirs de Mémoires

Lilian Thuram, ex-footballeur

Françoise Vergès, politologue

Jean Viard, sociologue

Patrick Weil, historien et politologue

Ludovic Lotfi Mohamed Zahed, porte-parole de HM2F

Vous pouvez signer la pétition sur www.respectmag.com et

www.nouvelobs.com

Ce qui se cache derrière les mots

Une laïcité ethnicisée

par Jean Baubérot

En se focalisant sur l'islam et en invoquant contre lui seul la laïcité, on tourne le dos à l'esprit de la loi de 1905

Le Nouvel Observateur. – Le mot « laïcité » est devenu une espèce de mantra. Tout le monde aujourd'hui s'en réclame, même ceux qui l'ont jadis combattue. Comment expliquer cette conversion ?

Jean Baubérot. – Quand il y a un usage inflationniste du terme laïcité, c'est toujours pour masquer autre chose. A la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, les partisans d'Emile Combes s'en servaient pour combattre le catholicisme et pourchasser les congrégationnistes... De même, aujourd'hui, ceux qui veulent renouer avec cette laïcité de combat utilisent le mot comme un terme politiquement correct pour habiller leur agressivité envers l'islam. Dans la bouche d'une Marine Le Pen, laïcité veut clairement dire : aucune visibilité de l'islam. Position qui n'est pas tenable si on respecte l'égalité entre les religions. On n'a jamais interdit aux catho-



Au Puy-en-Velay, le 3 mars, le maire Laurent Wauquiez, Nicolas Sarkozy et Mgr Henri Brincard



Historien et sociologue, Jean Baubérot est professeur émérite et titulaire de la chaire Histoire et sociologie de la laïcité à l'École pratique des Hautes Études. Dernier ouvrage paru : « Laïcités sans frontières », avec Micheline Milot (Seuil, 2011).

liques les JMJ... La loi de 1905 a même libéralisé les processions dans l'espace public. C'est donc trahir l'esprit qui avait prédominé en 1905 et qui était un esprit de pacification. 1905, ce n'est pas la loi de Combes ; c'est la loi de Briand et de Jaurès, qui reconnaît la liberté de conscience.

N. O. – Quel était le contexte de sa naissance ?

J. Baubérot. – On allait vers un conflit extrêmement violent entre les deux France. Deux visions s'opposaient alors : d'un côté, la France « fille aînée de l'Eglise », avec le baptême de Clovis et toute une conception catholico-centrée d'un héritage identitaire de la nation ; et de l'autre côté, la conception laïque, plus universaliste, qui pensait la nation comme une

projection commune vers l'avenir. Ce qui me frappe aujourd'hui, c'est que dans les discours de Nicolas Sarkozy, même quand il essaie d'intégrer un relatif pluralisme et de donner un strapontin aux racines juives ou à celles des Lumières, fondamentalement, il re-

noue avec la conception de la France catholique du XIX^e siècle, en faisant comme s'il y avait une identité essentiellement héritaire, immuable durant les siècles. Surtout, il lui enlève toute dimension conflictuelle. Quand, au Puy-en-Velay, il mentionne les racines juives à côté des racines chrétiennes, il omet de dire qu'il y a eu les pogroms du Moyen Age, l'exclusion des juifs au XIV^e siècle... Autrement dit, sa vision du passé est une vision idyllique, sans conflits ni discriminations. Si bien qu'à l'écouter on finirait par se demander pourquoi il a fallu inventer la laïcité ! C'est pourtant bien parce que l'identité de la France était éminemment conflictuelle qu'il a fallu trouver les moyens de rassembler tous les Français. A savoir la sépara-

tion des Eglises et de l'Etat ainsi que la neutralité de cet Etat. Ce que j'appellerais une « neutralité arbitrale », qui n'est pas une ignorance des religions, mais qui vise au contraire à faire respecter la liberté de conscience. **N. O.** – Pensez-vous que la pratique et le discours actuels du pouvoir rompent avec cette tradition de neutralité ?

J. Baubérot. – On peut s'interroger, en effet, dans la mesure où une France laïque doit aller de pair avec une conception dyna-

mique de l'identité, rassembleuse de la diversité des Français. Avec Nicolas Sarkozy, on est plutôt dans la « chrétienté positive », ou la « catho-laïcité ». Mais il y a une autre dérive que je constate depuis plusieurs années et qui biaise forcément le débat. En confiant en 2007 au Haut Conseil à l'Intégration le soin de faire des propositions sur la laïcité, on l'a tout d'un coup réduite à une condition d'intégration pour les immigrés, notamment non européens, musulmans... On l'a ainsi ethnicisée. Si l'on voulait sincèrement restaurer la laïcité, il faudrait au contraire retrouver son sens global. L'euthanasie, par exem-

ple, est un problème de laïcité, de même que l'était la loi Veil sur l'avortement. On touche à la question de la séparation entre la norme juridique et les normes morales de certaines religions. Mais en se focalisant sur l'islam et en invoquant contre lui seul la laïcité, on oublie complètement son ampleur, de sorte que les musulmans se sentent à bon droit stigmatisés.

N. O. – Plus d'un siècle après sa création, faut-il modifier la loi de 1905, comme certains le suggèrent ?

J. Baubérot. – Qu'entend-on par là ? Stricto sensu, il faudrait parler des lois de séparation, puisqu'il y a eu trois lois complémentaires, en 1907 et 1908, ainsi qu'un certain nombre d'amendements. Parfois on se demande si les politiques les ont lus en totalité... Le problème, c'est que leurs propos sont investis d'idéologie. Il faut en tout cas se prémunir de deux dangers : l'un qui consisterait à faire de la loi de 1905 un dogme intangible, quelque chose de « sacré », comme l'a dit Eric Besson ; l'autre qui viserait à modifier le texte pour redistiller de l'officialité religieuse dans la République. Au fond, le meilleur service à rendre à la laïcité, ce serait d'abord de la délivrer des contingences électorales !

Propos recueillis par MARIE LEMONNIER